



SECTION  
DE LA  
SARTHE

« L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible »  
(Saint Exupéry)

**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques**

## Déclaration liminaire Comité technique local du 14 janvier 2016

Monsieur le Président,

Ce CTL qui porte sur la déclinaison départementale des suppressions d'emplois du PLF 2016, fait suite au report du CTL du 04/01/2016 que nous avons boycotté pour affirmer notre opposition à cet « éco-système » déstructurant sur un plan matériel et destructeur sur un plan humain.

Amorcée en 2007 avec la RGPP (Révision générale des Politiques Publiques) et poursuivie par la MAP (Modernisation de l'Action Publique) pour satisfaire la Commission Européenne, cette réorganisation NOTRé (Nouvelle organisation Territoriale de la République) qui consiste à supprimer des régions en les fusionnant, qui forme des structures administratives, qui de facto, éloigne le Service Public des citoyens, est destructrice de la cohésion sociale.

Comme tous les ans, notre département n'échappe pas à la règle établie depuis 2007.

Quand 11 personnes dont 6 B et 1 C, partent à la retraite au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, 14 postes sont supprimés. La Sarthe étant un département vieillissant et avec une activité économique chancelante, faut-il nous habituer à ce parallèle ?

Plus dommageable, la suppression d'un poste à la formation professionnelle. Ne constatons-nous pas dans les postes à problèmes, un manque de technicité ? N'est-il pas préférable d'avoir une structure locale plus importante pour répondre à ce problème ? Car nul doute que la formation professionnelle va baisser d'intensité avec comme corollaire une démoralisation des agents qui pour les plus motivés déplorent déjà l'abandon par notre administration de son rôle d'ascenseur social grâce la formation.

Enfin, nous ne sommes pas dupes des effets de manche apportés par le tableau TAGERFIP qui nous est présenté aujourd'hui, rendant les suppressions d'emplois légitimes par rapport aux divers adossements, fusions et fermetures de postes.

Pour conclure, dans les périodes troubles rencontrées aujourd'hui, nous disons que l'austérité et la désertification du Service Public sont triplement suicidaires, socialement, économiquement et démocratiquement. L'article du Maine libre du 21.12.2015 relatif à la fermeture de Vibraye en est un témoignage.

Si certains déclarent accepter 80 à 85 % des réformes et discuter à la marge pour le reste, les représentants **F.O. - DGFIP** réaffirment par leur présence, leur volonté d'assurer le mandat pour ceux qui leur font confiance dans la défense du Service Public et donc de la République.

Les régions ont voté leurs « nouveaux barons », les fermiers généraux suivront si nous n'y en prenons pas garde.

Merci pour votre attention.

- Balf syndicale : [fo.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip72@dgfip.finances.gouv.fr)

- Site Web départemental FO-DGFIP : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/072/>